

St Barthélémy, le 8 février 2000

Subdivision ANGERS 2

### **RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet**      Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

**Coopérative Syndicale de Distillation de Thouarcé et des vignobles du Layon à THOUARCE et FAYE D'ANJOU.**

**V/Réf.**      Transmission de la Préfecture de Maine et Loire en date du 10 mai 1999.

**N/Réf.**      h:\env\icpe\A200AS070 - AS/AS.

Par transmission visée en références, Monsieur le Préfet de Maine et Loire adresse à cette direction, pour présentation devant le Conseil Départemental d'Hygiène, les résultats de la procédure réglementaire relative à la demande d'autorisation présentée par la Coopérative Syndicale de Distillation de Thouarcé et des vignobles du Layon à THOUARCE et FAYE D'ANJOU. L'objet de la demande est la régularisation de certaines activités et la mise en service d'extensions dans la distillerie de Thouarcé.

#### **1 Pétitionnaire**

**Raison sociale**            :    Coopérative Syndicale de Distillation de THOUARCE et des Vignobles du Layon à THOUARCE et FAYE D'ANJOU

**Forme juridique**        :    Coopérative Agricole

**Lieu d'exploitation**    :    Zone d'Activités « Les Rondières » – 49380 THOUARCE

**Siège social**             :    Boulevard de la République – 49380 THOUARCE

#### **2 Présentation de la coopérative**

Fondée en 1905, la distillerie est implantée sur son site actuel depuis 1921. Elle occupe un terrain d'une superficie de 36 982 m<sup>2</sup> dont 12 316 m<sup>2</sup> sont situés sur la commune de THOUARCE et 24 666 m<sup>2</sup> sur la commune de FAYE D'ANJOU.

L'effectif initial de 8 personnes passe à 12 à la suite des extensions.

La coopérative est spécialisée dans la distillation de vins, de fruits et de sous produits de la viticulture (marcs, lies,...) pour produire des alcools viticoles, des alcools de fruits, des tartrates de chaux employés comme acidifiants alimentaires et des colorants organiques utilisés dans les industries agroalimentaires.

La période saisonnière s'étale de novembre à mars. La coopérative peut traiter jusqu'à 30 000 t de marcs, 50 000 hl de lies et 20 000 hl de vins. Les productions d'alcools de marcs, lies, vins et fruits peuvent respectivement atteindre 11 000, 4 000, 2 000 et 300 hl/an.

L'établissement comprend les installations suivantes :

- 1 atelier de diffusion des marcs d'une capacité de production de 360 000 hl/an,
- 1 atelier de production des alcools comprenant 3 colonnes de distillation pour une capacité totale de 290 hl/j et l'unité d'extraction de colorants pour une capacité de production de 600 kg/j,
- 1 unité de production de tartrates de chaux,
- 3 silos plats de stockage de marcs de raisins d'une capacité de 30 000 t pour les marcs épuisés et de 20 000 t pour les marcs frais,
- des stockages de produits liquides de 300 m<sup>3</sup> en cuves enterrées pour les lies, vins et fruits, 1 100 m<sup>3</sup> en cuves aériennes pour les piquettes et vinasses de marcs et de 100 m<sup>3</sup> de concentrés rosés de vinasses,
- des stockages de 323 m<sup>3</sup> d'alcools à 92 °et de 110 m<sup>3</sup> d'alcools de bouche d'origine agricole titrant plus de 40 % en cuves aériennes installées dans un bâtiment,
- des installations de transfert d'alcools d'un débit de 20 m<sup>3</sup>/h et de remplissage de véhicules d'un débit de 40 m<sup>3</sup>/h,
- 1 broyeur d'une puissance de 90 kW,
- 1 chaudière d'une puissance de 4,7 MW avec sa cuve enterrée de fuel de 50 m<sup>3</sup>,
- 1 séchoir d'une puissance de 0,5 MW avec sa cuve de fuel domestique de 5 m<sup>3</sup>,
- 1 cuve de fuel de 3 m<sup>3</sup> pour alimenter les engins de manutention,
- 3 cuves de 800 m<sup>3</sup> chacune pour le stockage des vinasses et 1 bassin de 1 500 m<sup>3</sup> pour les jus d'égouttement des marcs et des eaux de ruissellement.

### **3 Modifications des installations**

La récupération de l'alcool consiste à faire diffuser des eaux de dilution à travers les marcs qui s'épuisent. Les piquettes obtenues, chargées en alcool, sont alors distillées. Les vinasses, résidus de distillation, sont recyclées en diffusion ou éliminées en épandage.

Les modifications demandées consistent à valoriser les colorants et les tartrates de chaux. L'extraction des colorants consiste à pousser les phases de concentration et de distillation des

piquettes et des vinasses. Cette opération nécessite la mise en place d'une unité de concentration-distillation supplémentaire d'une capacité de 150 hl/j.

Les sous produits obtenus sont concentrés dans des proportions qui permettent l'extraction des tartrates. Présents sous forme de tartrate de potassium, ils se cristallisent lorsqu'ils sont mélangés avec du sulfo-chaux. Cette valorisation implique l'allongement de l'installation actuelle de diffusion des marcs.

Ces modifications seront également accompagnées d'un remplacement de la chaudière et la mise en place de cuves de fermentation et de stockages supplémentaires.

Ces diversifications amènent la coopérative à augmenter ses surfaces bâties de 448 m<sup>2</sup>.

#### 4 Justification de la demande

Sur le plan économique, le projet vise à diversifier les activités de la distillerie en produisant des colorants et des acidifiants à destination des industries agroalimentaires.

Sur le plan environnemental, il accroît le taux de valorisation des sous produits traités et permet la réduction de 10% des rejets. L'augmentation de capacité de distillation réduira la période de production des alcools.

Par ailleurs, la demande porte sur la régularisation de la situation administrative des activités qui ont évolué sans que le Préfet ne soit informé. Il s'agit principalement de l'augmentation du stockage des alcools, de l'abandon de l'unité de séchage des marcs, du plan d'épandage,...

#### 5 Situation administrative du site

L'établissement bénéficie d'autorisations d'exploiter dont la dernière date de 1986. Les installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations :

Rubriques	Activités	A/D	Capacités
167 – a	<b>Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères :</b> Station de transit	A	30 000 t
1432 – 2 a)	<b>Liquides inflammables (dépôt de) :</b> La capacité de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) représentant une capacité nominale totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup>	A	328 m <sup>3</sup>
1434 – 1 a)	<b>Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) :</b> Les installations de chargement de véhicules citernes ont un débit de liquides inflammables de la catégorie de référence supérieur ou égal à 20 m <sup>3</sup> /h	A	40 m <sup>3</sup> /h
2250 – 1	<b>Production d'alcools d'origine agricole par distillation :</b> La capacité de production en alcool absolu est supérieure à 500 l/j	A	29 000 l/j
2251 – 2	<b>Préparation et conditionnement de vins :</b> La capacité de production entant supérieure à 20 000 hl/an	A	360 000 hl/an

2255 – 3	<b>Alcools de bouche d'origine agricole (Stockage de)</b> La quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique est supérieur à 40 % est supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> mais inférieure à 500 m <sup>3</sup>	<b>D</b>	110 m <sup>3</sup>
2260 – 2	<b>Broyage des substances végétales et de tous produits organiques naturels :</b> La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	<b>D</b>	90 kW
2640 – b	<b>Colorants naturels (fabrication par extraction de) :</b> La production de colorants est supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2t/j	<b>D</b>	600 kg/j
2910 – A 2	<b>Combustion :</b> Installation fonctionnant exclusivement au gaz, au fuel domestique ou au fioul lourd dont la puissance thermique est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	<b>D</b>	5,2 MW

## 6 Impacts des installations sur l'environnement

### 6.1 Intégration dans le paysage

Les extensions vont entraîner des modifications de structures, en particulier la hauteur du bâtiment de distillation passera à 19 m au lieu des 14 actuels. Des aménagements architecturaux sont prévus pour réduire l'effet massif de la construction.

### 6.2 Prévention de la pollution des eaux et des sols

L'établissement est exclusivement alimenté par le réseau de distribution public. L'eau consommée est utilisée pour le refroidissement, les appoints de la chaufferie, l'atelier de diffusion et les sanitaires. La consommation de 28 600 m<sup>3</sup> en 1997 sera ramenée à 22 600 m<sup>3</sup> avec la mise en service de nouveaux aéroréfrigérants.

Seules, les eaux de ruissellement provenant des toitures sont directement envoyées dans le Layon.

Les jus d'égouttement des marcs et les eaux pluviales des aires de manutention, représentant environ 6 400 m<sup>3</sup> par an, sont stockés dans un bassin étanche de 1 500 m<sup>3</sup>. Les vinasses, représentant environ 4 500 m<sup>3</sup> par an, sont stockées dans 3 cuves étanches de 800 m<sup>3</sup>. Les résultats disponibles d'analyses réalisées sur ces effluents laissent apparaître des concentrations de l'ordre de 40 g/l pour la DCO et de 20 g/l pour la DBO<sub>5</sub>.

Les rendements épuratoires nécessaires pour envisager un rejet dans le milieu naturel compte tenu des objectifs de qualité du Layon ( 99,64% pour les MES, 99,97% pour la DCO) ne sont pas à la portée des outils de traitement classiques des eaux usées. Ces effluents étant exclusivement organiques, l'exploitant a retenu la solution de l'épandage sur des terres agricoles.

### 6.3 Epandage

Les jus d'égouttement et les eaux de ruissellement font l'objet d'un plan d'épandage défini dans l'étude de la SESAER n° 2755 de mai 1997.

Les vinasses sont épandues suivant un plan d'épandage avec suivi agronomique dont les derniers résultats connus sont ceux de l'année 1996. Le premier plan d'épandage a été réalisé en 1983. Les

volumes des cuves disponibles permettent de stocker les vinasses pendant la période d'avril à juillet, à cause du couvert végétal.

Pour le dimensionnement du plan d'épandage ont été pris en compte :

- les vinasses pour un volume de 4 500 m<sup>3</sup>/an, les jus d'égouttement pour 3 000 m<sup>3</sup>/an et les eaux de ruissellement souillées pour 3 500 m<sup>3</sup>/an soit un total de 11 000 m<sup>3</sup> d'effluents,
- Les caractéristiques des effluents, estimées sur les moyennes des résultats d'analyses de 1996, et notamment leur teneur en azote, phosphore et potasse, représentent respectivement un flux annuel de 7 500, 8 700 et 44 200 kg,
- L'aptitude à l'épandage des parcelles sur la base des données pédologiques, culturelles, topographiques et réglementaires.

Les surfaces agricoles nécessaires au plan d'épandage sont de 63 hectares pour les vinasses et de 98 hectares pour les jus d'égouttement des marcs. Les surfaces d'épandage disponibles pour la coopérative sont de 661 hectares.

Le plan d'épandage concerne les communes de THOUARCE, FAYE D'ANJOU, CHAMP SUR LAYON, NOTRE DAME D'ALLENCON, CHAVAGNES LES EAUX, RABLAY SUR LAYON, FAVERAYE-MACHELLES, MARTIGNE BRIAND.

#### **6.4 Déchets**

A l'exception des déchets issus de l'entretien des matériels, l'établissement génère exclusivement des déchets organiques (marcs épuisés, effluents épandus). La mise en service de l'atelier de récupération des tartrates est de nature à réduire de 30% la charge des vinasses et de 10% leur volume à épandre.

Les marcs épuisés, représentant environ 20 000 tonnes par an, sont vendus comme amendements.

#### **6.5 Prévention de la pollution de l'air**

Les rejets atmosphériques sont les gaz de combustion de la chaudière et du séchoir, respectivement alimentés au fuel lourd et au fuel domestique. Ils sont évacués par 2 cheminées d'une hauteur de 24 et 12 m conformes aux dispositions en vigueur. Le séchoir dispose d'un dépoussiéreur depuis 1997.

Pour limiter les odeurs, l'exploitant a couvert 2 cuves de stockage de vinasses dans lesquelles il ajoute des additifs antibiotiques qui bloquent la fermentation. Une aération est réalisée par hydrojecteur. Les lies sont stockées en cuves fermées et transférées par canalisation vers les colonnes de distillation. Les marcs sont stockés à l'air libre dans des silos plats.

#### **6.6 Odeurs**

Il apparaît que le stockage des vinasses soit à l'origine des odeurs les plus ressenties par les riverains, ce qui s'est vérifié lors du débordement de l'une de ces cuves. L'exploitant propose l'externalisation des stockages de ces résidus en attendant leur élimination.

#### **6.7 Nuisances sonores**

La campagne de mesures de bruits produite dans l'étude d'impact montre des dépassements des valeurs limites admises par la réglementation (émergences et niveaux maximaux en limites de propriété). Les principales sources de nuisances sont induites par le broyeur de marcs, la tour de refroidissement, les tours de distillation et les rejets de vapeur des nettoyeurs. Pour réduire les

nuisances sonores, l'exploitant prévoit la réimplantation et le capotage du broyeur, l'acquisition d'une tour de refroidissement équipée d'un dispositif de fonctionnement à 2 vitesses en remplacement de celle obsolète et la mise en place d'un silencieux sur la chargeuse.

## **7 Synthèse de l'étude de dangers**

Le proche voisinage de l'établissement est constitué de maisons d'habitations dont les plus proches sont implantées à 45 m des limites de propriété, de terrains de sport et des entreprises de la zone industrielle. Le bourg de Thouarcé est situé à 150 mètres de la distillerie.

L'étude des dangers a examiné les scénarii d'accidents majeurs susceptibles de survenir sur le site. Les résultats des calculs laissent apparaître des zones à effets mortels (Z1) et les zones à effets irréversibles pour la santé humaine (Z2) respectivement de 13 et 18 m en cas d'incendie d'une cuve de 350 hl d'alcools, de 17 et 37 m en cas d'explosion au poste de chargement et de 20 et 45 m en cas d'explosion de la cuve de 350 hl.

## **8 Enquête publique**

### **8.1 Le déroulement de l'enquête**

L'enquête publique s'est déroulée du 23 mars 1999 au 24 avril 1999 dans les communes de THOUARCE, FAYE D'ANJOU, CHAMP SUR LAYON, NOTRE DAME D'ALLENCON, CHAVAGNES LES EAUX, RABLAY SUR LAYON, FAVERAYE-MACHELLES, MARTIGNE BRIAND.

Au cours de l'enquête, le registre ouvert en mairie de FAYE D'ANJOU est resté vierge. Par contre, 17 personnes sont venues porter des observations sur le registre ouvert en mairie de THOUARCE. Des élèves de l'école communale, accompagnés de leur instituteur, ont remis 19 lettres au commissaire enquêteur.

### **8.2 Les observations de la population**

Les observations faites par les riverains portent sur des nuisances ressenties et sur des craintes qui peuvent être résumées comme suit :

- les odeurs dégagées par les stockages de vinasses et les dépôts de marcs amplifiées par les transports par camions bennes ouvertes,
- les conditions d'épandage (terrains gorgés d'eau, ruissellement vers les fossés, parcelles en bord de rivière, dégradation des chemins empruntés par les véhicules chargés de l'épandage), la composition des effluents éliminés en épandage et leur impact sur les cultures,
- le passage des camions et des tracteurs,
- les rejets atmosphériques (état des façades situées autour de la distillerie, implantation de la distillerie aux vents dominants par rapport à la commune),
- l'état de la distillerie (délabrement des bâtiments, manque de soin dans l'entretien du site),
- la présence de moustiques sur des tas de marcs au cours de la belle saison,

Certains riverains estiment que des améliorations ont été apportées. Ils demandent à l'exploitant de faire des efforts particuliers pour réduire les odeurs et que des choix soient faits pour traiter cette situation avant qu'elle devienne conflictuelle.

D'autres sont favorables au développement de la distillerie pour des questions d'emploi et de services aux viticulteurs et s'étonnent des plaintes de riverains installés postérieurement à l'établissement.

Le directeur de l'école publique Jules SPAL à THOUARCE s'interroge sur la nature des émanations provenant de la distillerie et sur l'existence de solutions qui permettraient de les éviter. Les élèves de cette école ont accompagné de leurs commentaires la lettre de leur directeur. Ces derniers portent principalement sur les nuisances olfactives, laissent apparaître des nuisances sonores et font état de rejets de déchets dans le LAYON.

### 8.3 Mémoire réponse de l'exploitant

Dans son mémoire réponse, l'exploitant rappelle que les griefs formulés par les riverains tiennent, pour l'essentiel, aux odeurs et que la plupart des plaignants est venue s'installer après l'implantation de la distillerie.

La coopérative fait des efforts pour réduire cet impact et des solutions offrant des perspectives encourageantes sont à l'étude.

L'exploitant rappelle l'acquisition récente d'un cyclo-filtre pour réduire les émissions de poussières et la mission du bureau d'études SESAER pour suivre l'épandage des effluents.

L'exploitant indique que la coopérative a la volonté et les moyens financiers pour réaliser les efforts nécessaires à la résolution des problèmes posés mais que les solutions techniques ne sont pas toujours disponibles.

### 8.4 Avis et conclusion motivée du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur estime que les doléances des riverains sont justifiées notamment celles qui concernent les odeurs et les poussières mais rappelle qu'elles sont formulées par des personnes qui sont venues habiter à THOUARCE après l'installation de la distillerie.

Le commissaire enquêteur considère que l'autorisation sollicitée permettra de moderniser la distillerie, d'obtenir un meilleur traitement des matières premières et de réduire les nuisances olfactives. Il estime que l'aménagement extérieur des bâtiments n'aura aucun impact négatif.

Le commissaire enquêteur demande :

- *qu'une plus grande rigueur soit exigée du personnel pour l'entretien du site et que le personnel soit formé pour éviter les incidents,*
- *Pour le stockage des vinasses, afin que l'incident du 24 avril 1999 ne se reproduise pas, que le personnel soit motivé sur les conséquences d'un laisser-aller ou négligence professionnelle,*
- *que si semblable incident venait à se reproduire, il soit procédé immédiatement au nettoyage du site, même si cela se produit au début d'un week-end.*

Dans sa conclusion, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation présentée par la Société Coopérative Syndicale de Distillation de THOUARCE.

## 9 Lettre de la fédération le pêche

Dans sa lettre au commissaire enquêteur, le président de la fédération de Pêche propose la séparation totale des réseaux d'eaux pluviales de la commune et de la distillerie afin de mieux cerner les responsabilités compte tenu des pollutions du Layon connues en aval de la commune.

Il relève que le site exhale fréquemment, même en dehors de la saison des vendanges, une odeur nauséabonde rencontrée nulle part ailleurs sur les bassins viticoles du Layon et de l'Aubance alors que l'étude d'impact évacue la question.

L'impact sur les sols ne fait allusion qu'aux hydrocarbures et ne considère pas la couche de plusieurs centimètres de déchets organiques déposés au sol.

La fédération de pêche souhaite que les fosses de relevage des effluents soient équipées de pompes de relevage et non d'évacuation gravitaire des trop pleins vers le milieu naturel et que les canalisations de transfert des hydrocarbures et des effluents liquides fassent l'objet d'une attention particulière.

La fédération de Pêche souhaite que l'épandage sur les parcelles riveraines du Layon fasse l'objet d'un enfouissement direct à l'aide de matériels appropriés et exclu de toute technique d'aspersion.

## 10 Plaintes

Le domaine de la Sansonnière producteur des crus de Bonnezeaux, des Coteaux du Layon et d'Anjou fait état d'inquiétudes quant aux pratiques de l'épandage par temps de pluie des déchets de la distillerie et des boues de la station d'épuration.

L'association « Bon Sens » a adressé au Préfet une pétition comptant 200 signatures. Elle considère que l'absence d'affichage dans le quartier riverain de la distillerie n'a pas permis à l'enquête publique de recevoir toute la publicité nécessaire. L'association fait état des nuisances relevées au cours de l'enquête publique notamment les mauvaises odeurs, les écoulements d'effluents vers le Layon et le terrain de sport, les rejets de poussières blanches par les cheminées et l'épandage anarchique sur les terrains des communes environnantes.

Une autre lettre de riverain faisant également état du manque d'information relative à l'enquête publique et des mêmes griefs à l'égard de la distillerie a été adressée au Préfet.

## 11 Avis des Conseils Municipaux

Les Conseils Municipaux des communes concernées par le rayon de l'enquête publique ont donné les avis suivants à propos de la demande présentée par la Coopérative Syndicale de la Distillation de THOUARCE et des Vignobles du Layon :

- les conseils municipaux des communes de THOUARCE et de FAYE D'ANJOU ont émis un **avis favorable sans réserve** à la demande de l'exploitant,
- les conseils municipaux des communes de CHAMP SUR LAYON et de NOTRE DAME D'ALLENCON ont émis un **avis favorable** au plan d'épandage présenté par la coopérative,
- le conseil municipal de la commune de CHAVAGNES LES EAUX a émis un **avis favorable accompagné de réserves** relatives à la proximité des habitations de certaines parcelles et d'inquiétudes concernant le maintien en bon état des chemins empruntés par les camions,



- le conseil municipal de la commune de RABLAY SUR LAYON fait observer que la commune n'est pas incluse dans le plan d'épandage mais **s'interroge** sur la globalité du projet et **s'étonne** que des parcelles très proches du LAYON aient pu être retenues. Il souhaite qu'une vigilance particulière soit apportée sur de tels épandages,
- le conseil municipal de la commune de FAVERAYE MACHELLES a émis un **avis favorable sous réserve** du respect des normes d'épandage à l'hectare, des plans et périodes d'épandage et des normes par rapport aux capacités de stockage,
- le conseil municipal de la commune de MARTIGNE BRIAND indique **qu'il n'est pas opposé** à la demande de l'exploitant mais **demande** la compatibilité du plan d'épandage de la distillerie avec celui de la commune qui n'a pas été pris en compte.

## 12 Enquête administrative

Au cours de l'enquête administrative, les services ont émis les avis suivants :

la **Direction Départementale de l'Équipement (DDE)** a émis **avis défavorable** motivé comme suit :

- *les terrains de ce projet d'extension sont situés en bordure du LAYON. Le dossier présenté devrait être complété par l'indication de l'éventuel impact des aménagements prévus sur l'écoulement des eaux de crues et sur les champs d'expansion des eaux de crues du LAYON.*
- *les travaux envisagés se situent sur la commune de FAYE D'ANJOU en zone ND et non en NC comme indiqué dans l'étude d'impact. Il n'est pas prévu, dans la réglementation, d'autoriser l'extension d'une activité industrielle existante. Le POS de FAYE D'ANJOU date de 1989 et la distillerie existait déjà à l'époque. Il semble qu'il s'agisse d'un oubli lors de l'élaboration du POS.*
- *toutefois, le conseil municipal de FAYE D'ANJOU a prescrit par délibération du 3 mai dernier la révision de ce document d'urbanisme. Il conviendra d'y modifier le statut de la zone où se situe la distillerie. En tout état de cause, je ne puis, pour l'instant, donner un avis favorable sur ce dossier, compte tenu de sa non conformité aux règles d'urbanisme applicables.*

l'**Institut National des Appellations d'Origine (INAO)** n'émet **pas d'objection** à l'encontre du projet **en précisant** que les fortes odeurs qui se propagent régulièrement dans le secteur environnant la distillerie n'ont pas généré, à ce jour, de nuisances particulières pour la production viticole.

La **Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS)** a émis un **avis favorable sous réserve** des prescriptions ci-après :

- *respecter en tous points les dispositions prévues par l'étude des dangers,*
- *respecter en tous points les dispositions prévues par les arrêtés-types n° 270, 2910.A.2, 2260.2 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,*
- *respecter la règle du désenfumage en créant en partie haute des bâtiments des orifices d'une surface utile d'évacuation minimale de fumée (S.U.E.) de 1/200<sup>ème</sup> de celle mesurée au sol. L'ouverture des châssis s'effectuera au moyen de commandes manuelles facilement manoeuvrables et situées près des issues,*

- *réaliser les installations électriques conformément aux dispositions des règlements en vigueur (à la norme NFC 15.100 et au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1998),*
- *séparer la chaufferie des autres locaux par des planchers hauts et des parois verticales coupe-feu de degré 2 heures. En outre, il y aura lieu d'installer à l'extérieur de celle-ci :*
  - ❖ *un organe de coupure de l'alimentation en combustible (vanne-police)*
  - ❖ *un interrupteur général permettant de couper l'alimentation des circuits électriques*
- *assurer la défense intérieure contre l'incendie de la façon suivante :*
  - ❖ *par des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup> avec un minimum d'un appareil par niveau,*
  - ❖ *par des extincteurs appropriés aux risques existants dans les locaux à risques particuliers (chaufferie, tableau électrique, ...).*

*Ces appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement,*

- *implanter dans le bâtiment un deuxième robinet d'incendie armé mousse conforme aux normes françaises S 61-201 et S 62-201 de manière que tout point du bâtiment soit atteint par au moins deux jets de lances. La pression minimale de fonctionnement du robinet d'incendie armé le plus défavorisé ne doit pas être inférieure à 2,5 bars,*
- *instruire le personnel spécialement désigné à la manœuvre de ces moyens de secours,*
- *créer un accès direct entre le LAYON et l'établissement, accessible en toute circonstance aux véhicules de lutte contre l'incendie et aménager une aide d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951,*
- *fournir l'attestation renseignée par l'installateur du poteau d'incendie prouvant après réception que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue. Elle devra préciser :*
  - ❖ *la mesure de débit sous 1 bar de pression dynamique de l'appareil implanté,*
  - ❖ *la mesure de la pression statique du réseau (norme NFS 62.200, article 7.1).*

la **Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)** rappelle que l'établissement a pollué le Layon à plusieurs reprises par le passé et que les premiers plans d'épandage étaient insuffisants. Cette direction a émis un avis favorable sous réserve de :

- *prévoir une pompe de secours pour pallier les éventuelles avaries de la pompe de reprise des eaux d'égouttage,*
- *rappeler que l'épandage est interdit à moins de 35 m des cours d'eau, notamment pour les parcelles (n° 124 – 158 – 114 – 116 – 121 – 86 – 87 – 191 – 132 – 83 – 81 – 69 – 54 – 55 – 102 – 61 – 63 – 169 – 27 – 25 et à travers 25 – 6 – 165 – 7 – 24 – 129) et qu'il doit se dérouler en période favorable et hors ruissellement,*
- *supprimer la parcelle n° 25,*
- *protéger le réseau public de distribution d'eau potable par un dispositif de disconnection.*

La **Direction des Services Vétérinaires (DSV)** a émis un **avis favorable** sur le plan d'épandage présenté en rappelant que « *certains agriculteurs qui intègrent le plan d'épandage, exploitent une installation classée.*

*Il eut donc été intéressant d'intégrer l'épandage des jus de marcs et de vinasses dans le plan d'épandage général des installations puisque cet épandage n'est pas forcément incompatible avec les épandages d'effluents d'élevage, le cahier d'épandage, régulièrement tenu, devant alors permettre d'enregistrer l'ensemble des amendements sur une parcelle donnée.*

*En tout état de cause, il serait nécessaire de communiquer aux services vétérinaires les coordonnées complètes des agriculteurs : nom, prénom, lieu-dit, raison sociale afin d'actualiser les dossiers et les plans d'épandage Installations Classées. »*

Après transmission d'informations complémentaires, la **DSV** a émis un **avis défavorable** à l'épandage sur certaines parcelles appartenant à des installations classées dont le plan d'épandage n'est pas en règle.

les avis de la **Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)** et de la **Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)** ne nous sont pas parvenus.

### 13 Avis du CHSCT

Le **CHSCT** émis un **avis très favorable** au projet d'extension de la Distillerie en rappelant les enjeux de cette diversification des activités en terme de survie de la distillerie, de pérennité des emplois et de maintien des prestations aux viticulteurs.

### 14 Avis de l'inspection des installations classées

Au titre de **l'intégration paysagère**, l'exploitant prévoit les aménagements architecturaux pour les bâtiments qui abriteront les extensions. Par ailleurs, il envisage la démolition du bâtiment vétuste situé à l'arrière plan du site par rapport à la route.

L'exploitant a soumis à l'enquête publique un **plan d'épandage** d'une surface disponible de 661 hectares, supérieur aux besoins calculés, permettant une rotation des parcelles tous les 3 ans.

Après consultation de la **DSV**, il apparaît que certaines parcelles puissent faire l'objet de surépandage. Par conséquent, nous proposons que le plan d'épandage de la distillerie considère la dernière liste des repreneurs transmise par l'exploitant en excluant les parcelles des exploitants d'installation classée dont le plan d'épandage ne prennent pas en compte les apports de la distillerie.

Nous proposons de retenir une démarche similaire pour la commune de Martigné Briand compte tenu des observations faites par le Conseil Municipal lors de la consultation.

Cela conduit à soustraire 441 hectares du plan d'épandage présenté.

161 hectares sont nécessaires à la valorisation des effluents de la distillerie. Compte tenu que les 220 hectares restant ne suffisent pas pour respecter le cycle de rotation de 3 ans des parcelles, nous proposons que l'exploitant présente une mise à jour de son plan d'épandage dans un délai de 6 mois. Elle devra notamment présenter les apports réalisés sur les différentes parcelles retenues et montrer le respect des doses limites admissibles sur les terrains. Ces propositions seront soumises à l'avis de la **DSV** et présentées devant le Conseil Départemental d'Hygiène.

La demande de la DDAF visant à retirer la parcelle n° 25 du plan d'épandage est prise en compte. Les rappels proposés sont d'ordre réglementaire. Les dispositifs de disconnection sont prévus. Le projet d'arrêté fixe, pour objectif, la mise en place de dispositifs alarmés interdisant le débordement des stations de relevage. La mise en place de pompes de secours ne constitue pas la seule solution permettant d'éviter ce type d'incident.

Pour la **pollution atmosphérique**, les performances du dépoussiéreur du séchoir permettent d'atteindre la valeur de rejet de 5 mg/Nm<sup>3</sup>, conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'installation de combustion fait l'objet de contrôles réglementaires réguliers (appareils à pression, chaufferie).

Les cheminées des rejets de ces deux installations sont conformes aux exigences réglementaires.

Nous proposons l'exécution d'une campagne de mesures des rejets atmosphériques canalisés dans un délai de 6 mois suivant la mise en service de la nouvelle chaudière.

Le bâchage des camions venant enlever les marcs épuisés est obligatoire. L'exploitant étudie la mise en place d'un dispositif de brumisation pour rabattre les poussières émises lors de la manipulation des marcs épuisés.

Pour traiter les **odeurs**, nous retenons la proposition de stockage extérieur à la coopérative des vinasses. Cette installation, relevant de la réglementation relative aux installations classées, fera l'objet d'une procédure d'enquête publique et d'une présentation devant le Conseil d'Hygiène. Les vinasses sont les sous produits générateurs des plus fortes odeurs.

Nous proposons que les tas de marcs soient traités pour éviter les fermentations anaérobies à l'instar de dispositions retenues sur les plates formes de compostage.

Nous proposons un délai de 6 mois pour la mise en place de ces dispositions.

Concernant les **nuisances sonores**, l'absence de la connaissance, a priori, de l'efficacité des dispositions retenues nous conduit à proposer l'exécution d'une campagne de mesures de bruits à l'issue des travaux.

Pour limiter et maîtriser les **risques incendie et explosion** sur le site, nous proposons, notamment dans les locaux abritant des alcools, des prescriptions techniques relatives à la canalisation des événements, les exutoires de fumées, la mise en place de détecteurs d'incendie et d'explosion, les moyens de protection incendie et les caractéristiques des structures des locaux. Les demandes des services de secours sont intégralement reprises dans le projet d'arrêté préfectoral proposé.

Dans l'étude des dangers (p. 83), l'exploitant indique que l'ouvrage de récupération des effluents se situe au dessus de la côte d'inondation connue du Layon. Cet équipement est situé au point le plus bas de la partie des terrains occupés. il paraît implicite que les extensions qui concernent des modifications des ateliers existants ne sont pas comprises dans les **zones inondables**.

Dans son avis motivé, la DDE estime que cette situation découle d'un oubli du POS puisque la distillerie existait à la date de son approbation. Ce document d'urbanisme est en cours de révision. La première réunion relative à ces travaux est retenue pour le 1<sup>er</sup> février. Les contacts pris avec Madame le Maire de Faye d'Anjou confirme l'appréciation de la DDE. Des directives ont été données au bureau d'études en charge de l'étude du schéma d'assainissement de la commune pour que ces terrains soit examinés en priorité. D'après les informations disponibles, la régularisation de cette situation ne semble pas poser de difficulté particulière.

## 15 Conclusions

La demande présentée par la distillerie a fait l'objet d'un avis favorable du commissaire enquêteur, des Conseils Municipaux et des services administratifs consultés à l'exception de la DDE pour une question de compatibilité de l'extension vis à vis des règles d'urbanisme.

Les différentes réserves émises au cours de la procédure d'enquête ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral sous la forme d'un échéancier qui impose à l'exploitant la réalisation de travaux visant à réduire les impacts et les risques générés par ses installations.

Sur le plan technique, nous proposons que le Conseil Départemental d'Hygiène émette un avis favorable aux extensions des activités du site et à la régularisation de la situation des installations non déclarées, l'exploitant s'engageant à respecter les prescriptions et l'échéancier fixés dans le projet d'arrêté préfectoral.

Sur le plan administratif, nous indiquons au Conseil Départemental d'Hygiène que cette autorisation ne saurait être délivrée tant que l'exploitant n'aura pas justifié de la compatibilité de son projet avec le POS ou tant qu'une décision de modification du POS, favorable au projet, n'aura pas été approuvée.

L'Inspecteur des Installations Classées,



Alain SERRET

**Vu et Transmis,**

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,  
Inspecteur des Installations Classées,



Alain MONNET